

CONVENTION

d'Assistance Technique pour l'Environnement

-oOo-

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la Loi 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU la Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,

VU le décret n°2007-1868 en date du 26 décembre 2007, relatif à l'assistance technique départementale,

VU l'arrêté interministériel du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services d'eau potable et d'assainissement,

VU la délibération du conseil général en date des 16 et 17 décembre 1999,

VU les délibérations du conseil général en date des 11 décembre 2008 et 27 mars 2009, approuvant la nouvelle organisation du Service d'Assistance Technique pour l'Environnement,

VU la délibération du conseil général en date du 24 juin 2011,

VU la demande de la communauté de communes de en date du

ENTRE

le **conseil général de Haute-Marne** représenté par son Président, Monsieur Bruno SIDO, dûment habilité par délibération du conseil général en date du 24 juin 2011,

ci-après désigné "le département"

d'une part,

ET

la **communauté d'agglomération**, représentée par son Président dûment habilité par une délibération du,

ci-après désigné "la collectivité"

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Le département propose son concours à la collectivité pour les missions d'intérêt général et peut apporter son assistance technique pour l'environnement dans les domaines de la protection de la ressource en eau pour la production de l'eau potable, de l'assainissement collectif, de l'assainissement non-collectif et de la protection des milieux aquatiques.

Le département intervient conformément à la décision prise par délibération de la collectivité, précisant notamment le ou les domaine(s) d'intervention du service d'assistance technique pour l'environnement. Copie de cette délibération est jointe à la présente convention (annexe n°1).

ARTICLE 2 : Définition de la mission

L'assistance technique proposée à la collectivité se décompose en une mission d'intérêt général et une mission d'assistance technique au sens de l'article R.3232-1-2 du code général des collectivités territoriales.

Le département s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées.

Ces missions portent sur :

- l'assistance technique pour la protection de la ressource en eau pour la production de l'eau potable,
- l'assistance technique pour l'assainissement collectif (expertise des dispositifs d'épuration et d'assainissement publics),
- l'assistance technique pour l'assainissement non-collectif,
- l'assistance technique pour la protection du milieu aquatique.

ARTICLE 2.1 : Assistance technique pour la protection de la ressource en eau pour la production de l'eau potable

MISSIONS D'INTERET GENERAL	MISSIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE				
<p>Animation = réunions d'information sur le service d'alimentation en eau potable.</p> <p>Formation = appui technique et théorique aux personnels communaux chargés de l'exploitation des ouvrages</p> <p>Protection des points d'eau : assistance à l'engagement et au suivi des procédures réglementaires et administratives :</p> <ul style="list-style-type: none">- accompagnement de la préparation du dossier technique nécessaire à l'instruction de la demande d'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique ;- établissement par un tiers des états parcellaires et des plans cadastraux nécessaires à l'ouverture de l'enquête publique ;- inscription éventuelle à la conservation des hypothèques concernée de l'arrêté de déclaration d'utilité publique pris par le Préfet. <p>Assistance = appui pour la réhabilitation des équipements ou de nouvelles réalisations (information des maîtres d'ouvrage, aide à l'évaluation technique des offres, avis préalable à la réception des ouvrages)</p> <p>Suivi des études et des travaux subventionnés par le conseil général</p>	<p>Aide à la gestion du service public = visite annuelle</p> <table><tr><td>Toutes collectivités ou syndicats</td><td>Fréquence</td></tr><tr><td>Visite sur site, recueil d'information en mairie</td><td>1/an</td></tr></table> <p>Rédaction d'un compte rendu des visites (observations, résultats des mesures et des tests qualitatifs)</p> <p>Expertise des ouvrages d'eau potable et du service communal (observatoire du prix de l'eau, rendement, qualité du service public, aide à la programmation...)</p> <p>Contrôle des conditions de fonctionnement des installations (tant pour les ouvrages de production que les ouvrages de traitement de la qualité de l'eau) et des points névralgiques du réseau</p> <p>Conseils d'exploitation = propositions d'actions à entreprendre pour améliorer les conditions d'exploitation des ouvrages</p> <p>Assistance à la définition des mesures de protection des aires d'alimentation des captages d'eau potable et leur suivi</p> <p>Assistance pour l'élaboration des projets d'équipements communaux</p> <p>Evaluation de la qualité du service de l'eau potable (en application du décret n°2007-1868 du 26 décembre 2007 et de l'arrêté interministériel du 2 mai 2007)</p>	Toutes collectivités ou syndicats	Fréquence	Visite sur site, recueil d'information en mairie	1/an
Toutes collectivités ou syndicats	Fréquence				
Visite sur site, recueil d'information en mairie	1/an				

Remarques : aucune tâche d'entretien ou de réparation n'est assurée dans le cadre des missions.

La mission d'accompagnement pour la protection des points d'eau prend fin à la notification de l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique

ARTICLE 2.2 : Assistance technique pour l'assainissement collectif

MISSIONS D'INTERET GENERAL	MISSIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE																														
<p>Animation = réunions d'information sur l'assainissement collectif.</p> <p>Formation = appui technique et théorique aux personnels communaux chargés de l'exploitation des ouvrages.</p> <p>Assistance = appui, à la demande, pour la réhabilitation des équipements ou de nouvelles réalisations (information des maîtres d'ouvrage, aide à l'évaluation technique des offres, avis préalable à la réception des ouvrages ...).</p> <p>Assistance mission boues = prélèvements pour les analyses avant épandage.</p> <p>Suivi des études et des travaux subventionnés par le conseil général.</p>	<p>Programme annuel de <u>visites réglementaires</u> et d'évaluation du fonctionnement des dispositifs de traitement des eaux usées adapté à leur capacité.</p> <table><tr><th>Capacité du dispositif</th><th>Validation de l'autosurveillance</th><th>Bilan 24 heures</th><th>Visite normale</th><th>Visite simple</th></tr><tr><td>> 10 000 Eh</td><td>1</td><td>1</td><td></td><td></td></tr><tr><td>2 000 Eh à 10 000 Eh</td><td>1</td><td>1</td><td></td><td>1</td></tr><tr><td>1 000 Eh à 2 000 Eh</td><td></td><td>2*</td><td></td><td>1</td></tr><tr><td>500 Eh à 1 000 eh</td><td></td><td>1*</td><td>1</td><td>1</td></tr><tr><td>< 500 Eh</td><td></td><td>0,5*</td><td>1</td><td>1</td></tr></table> <p><i>* ces fréquences de mesures répondent aux exigences de l'arrêté du 22 juin 2006 qui fixe les prescriptions à respecter en matière de conception, exploitation, performances et suivi des dispositifs de collecte et de traitement des eaux usées (courrier DDAF du 12/09/08 envoyé à chaque collectivité équipée d'un système d'assainissement collectif).</i></p> <p>Contrôle du fonctionnement des ouvrages de la filière de traitement et des points névralgiques du réseau (déversoirs d'orage, bassins de pollution, poste de refoulement...).</p> <p>Rédaction d'un compte rendu des visites (observations, résultats des mesures et des analyses).</p> <p>Conseils d'exploitation = propositions d'actions à entreprendre pour améliorer les conditions de fonctionnement des dispositifs d'épuration et pour réduire les nuisances (odeurs, bruits, aérosols ...).</p> <p>Plan de zonage = à la demande des maîtres d'ouvrage, établissement du zonage d'assainissement collectif pour les collectivités de moins de 200 Eh.</p> <p>L'assistance à la collectivité pour une mise en place correcte de l'auto surveillance.</p> <p>Evaluation de la qualité du service (en application du décret n°2007/1868 du 26 décembre 2007 et de l'arrêté interministériel du 2 mai 2007).</p> <p>Aide à la rédaction des conventions de raccordement des établissements générant des pollutions non domestiques.</p> <p>Assistance pour l'élaboration des projets d'équipements communaux.</p>	Capacité du dispositif	Validation de l'autosurveillance	Bilan 24 heures	Visite normale	Visite simple	> 10 000 Eh	1	1			2 000 Eh à 10 000 Eh	1	1		1	1 000 Eh à 2 000 Eh		2*		1	500 Eh à 1 000 eh		1*	1	1	< 500 Eh		0,5*	1	1
Capacité du dispositif	Validation de l'autosurveillance	Bilan 24 heures	Visite normale	Visite simple																											
> 10 000 Eh	1	1																													
2 000 Eh à 10 000 Eh	1	1		1																											
1 000 Eh à 2 000 Eh		2*		1																											
500 Eh à 1 000 eh		1*	1	1																											
< 500 Eh		0,5*	1	1																											

Remarque : aucune tâche d'entretien ou de réparation n'est assurée dans le cadre des missions d'expertise.

ARTICLE 2.3 : Assistance technique pour l'assainissement non-collectif

MISSIONS D'INTERET GENERAL	MISSIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE
<p>Animation = réunions d'information sur l'assainissement non collectif (information générale, sensibilisation...)</p> <p>Aide à l'élaboration des documents administratifs = adaptation du règlement d'assainissement...,</p> <p>Aide à la gestion du SPANC = appui technique et théorique aux personnels communaux chargés de l'application du règlement et du contrôle des installations</p> <p>Suivi des études et travaux subventionnés par le conseil général</p>	<p>Plan de zonage = à la demande des maîtres d'ouvrage, établissement du zonage d'assainissement non collectif pour les collectivités de moins de 200 Eh.</p> <p>Contrôle du fonctionnement des ouvrages = organisation de visites et de rencontres de formation (élus et agents communaux) pour leur permettre d'assurer leur mission de contrôle : 1/ de la conception (vérification de la partie assainissement dans l'instruction du permis de construire) ; 2/ de bonne exécution (vérification de l'exécution des travaux avant remblaiement, des factures des matériaux utilisés...) ; 3/ de l'existant (diagnostic de l'installation existante : collecte, prétraitement, traitement, évacuation...).</p> <p>Evaluation de la qualité du service d'assainissement (en application du décret n°2007-1868 du 26 décembre 2007 et de l'arrêté interministériel du 2 mai 2007)</p> <p>Assistance pour l'élaboration des projets d'équipements communaux</p>

Remarque : aucune tâche d'entretien ou de réparation n'est assurée dans le cadre des missions d'expertise.

ARTICLE 2.4 : Assistance technique pour la protection des milieux aquatiques

MISSIONS D'INTERET GENERAL	MISSIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE
<p>Animation = réunions d'information (information générale, sensibilisation...)</p> <p>Formation = contribuer à la formation des élus locaux, et à leurs personnels, afin de favoriser la bonne gestion du milieu et l'utilisation des techniques appropriées à la réalisation de leurs projets</p> <p>Sensibilisation = apporter, sur la base des informations disponibles et de l'état constaté du milieu, une expertise technique des cours d'eau</p>	<p>Assistance technique aux maîtres d'ouvrage = apporter, à la demande de la collectivité, un appui dans la définition, la conception et la mise en œuvre de projets et/ou de programmes d'aménagement</p> <p>Réalisation des dossiers de consultation des entreprises</p> <p>Préparation de la déclaration d'intérêt général des travaux validés par la collectivité</p> <p>Rédaction des documents réglementaires et administratifs</p>

<p>Expertise = relever sur le bassin versant les anomalies relevant de la responsabilité des autres acteurs</p> <p>Conseils techniques et administratifs = élaboration du plan pluriannuel d'entretien, de gestion et de restauration des cours d'eau et des zones humides</p> <p>Suivi des études et travaux subventionnés par le conseil général</p>	
---	--

Remarque : aucune tâche d'entretien ou de réparation n'est assurée dans le cadre des missions d'expertise.

ARTICLE 3 : Conditions d'exécution

Le service d'assistance technique pour l'environnement établit un planning prévisionnel en fonction des demandes des collectivités et informe au préalable la collectivité de la date de son intervention. En fonction de la nature de l'intervention, la collectivité s'engage à se faire représenter par un élu ou par un intervenant technique nommément désigné.

La collectivité s'engage à mettre à disposition du service d'assistance technique pour l'environnement toute information utile et nécessaire dont il dispose concernant l'intervention.

Le service d'assistance technique pour l'environnement établit un rapport de visite sous un délai maximal de trois mois, rapport adressé à la collectivité et le cas échéant à son délégataire nommément désigné.

La mission d'intérêt général est gratuite pour la collectivité qui autorise le département à diffuser les informations recueillies dans le cadre de l'activité décrite à l'article 2.

ARTICLE 4 : Modalités financières

Une participation financière est imposée par la réglementation pour la mission d'assistance technique pour l'environnement au sens des articles L.3232-1-1, R.3232-1 à R.3232-1-3 du code général des collectivités territoriales.

Les missions d'assistance technique pour l'environnement font l'objet d'une rémunération forfaitaire en application du barème en vigueur défini par arrêté du Président du conseil général.

Toute autre prestation proposée par le service d'assistance technique pour l'environnement du département fera l'objet d'une commande spécifique par la collectivité.

La réévaluation du barème sera publiée dans les actes du département.

Le premier septembre de chaque année, au plus tard, le département fera parvenir à la collectivité un extrait de l'arrêté précisant les nouveaux tarifs applicables N+1 (N représentant l'année au cours de laquelle le département transmettra à la collectivité le nouveau barème).

ARTICLE 5 : Durée

La présente convention est valable à compter de sa notification et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. Elle est renouvelable chaque année, pour une durée d'un an, par reconduction expresse par simple échange de lettres entre les parties ayant date certaine sauf en cas de dénonciation par la collectivité par lettre recommandée trois mois avant son échéance.

ARTICLE 6 : Avenants

Toute modification qui pourrait intervenir en cours d'application du présent contrat donnera lieu à un avenant.

ARTICLE 7 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties en cas d'inexécution d'une obligation par courrier recommandé ; ceci après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception précisant les engagements non respectés et restée infructueuse pendant un délai de quinze jours.

ARTICLE 8 : Litiges

En cas de litige survenant entre les parties et relatif à l'exécution de la présente convention, celles-ci s'engagent à le résoudre à l'amiable, préalablement à la saisine du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne qui sera alors seul compétent pour en connaître.

ARTICLE 9 : Disposition finale

La présente convention comprend neuf articles. Elle a été établie en deux exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

à, le

Le Président,

à Chaumont, le

Le Président du conseil général,

Bruno SIDO